

Universités: Ferry maintient sa loi

Le ministre et des syndicats étudiants dénoncent les «contrevérités» qui mobilisent les facs.

Ceux qui ont fait mine de croire le «conseiller de l'Élysée» cité avant-hier par le Monde (le PS, le Snesup...) en sont pour leurs frais: Luc Ferry a confirmé vendredi que «l'objectif de présenter le projet de loi [sur la modernisation des universités] en juin devant l'Assemblée nationale est maintenu». Le ministère de l'Éducation nationale en a rappelé le calendrier: «Un nouveau texte d'avant-projet de loi sera soumis aux partenaires sociaux fin décembre pour une nouvelle concertation [prévue pour] deux ou trois mois.» Autrement dit, rien de neuf: cet échéancier avait été annoncé en juin, lorsque le gouvernement avait ajourné la présentation du projet à l'Assemblée pour calmer une grogne naissante sur les campus. Le délai – un an! – faisait même planer la possibilité d'une annulation pure et simple, puisqu'il renvoie après les régionales, c'est-à-dire dans un avenir politique pour le moins incertain pour le gouvernement Raffarin.

«Inquiétude». Le nouveau texte – qui sera soumis à concertation – maintiendra le cap sur les objectifs essentiels: il défendra les «coopérations entre les universités et les collectivités territoriales, la globalisation des moyens et la responsabilisation des équipes présiden-

tielles». En revanche, la création d'un statut dérogatoire «d'universités de technologie», très contestée par les syndicats étudiants de gauche, pourrait passer à la trappe (le projet initial sera «très largement modifié»). Il ouvrirait, pour les établissements concernés (notamment Paris-IX-Dauphine), la possibilité de fixer librement les droits d'inscription et de sélectionner les entrants.

Outre que le maintien du projet offre au gouvernement une monnaie d'échange au cas où le conflit prendrait de l'ampleur (là où le retirer aujourd'hui reviendrait à se priver de toute possibilité de négociation), il répond aussi à l'attente des présidents d'université, «très inquiets des mouvements étudiants qui agitent actuellement les campus». La conférence des présidents d'université est d'ailleurs montée au créneau vendredi pour dénoncer les «informations erronées», les «contre-vérités», et finalement «une entreprise de manipulation des étudiants». Michel Kaplan, président de l'université Paris-I, et Michel Laurent, président d'Aix-Marseille-II, ont assuré que «les enjeux pour l'avenir de l'université sont trop importants» pour laisser circuler les «rumeurs». Les organisations étudiantes «apolitiques» ou de droite sont,

elles aussi, montées au front. PDE (Promotion et défense

des étudiants, apolitique) dénonce les «manipulations» des syndicats de gauche et affirme: «La réforme LMD (licence, master, doctorat) n'affecte en rien le cadre national des diplômes et les habilitations des diplômés restent nationales. De plus, l'introduction de la sélection à l'entrée de l'université, la privatisation de l'enseignement supérieur, la fin de la seconde session d'examen, la sélection après la licence ne sont que des mensonges colportés pour mieux mobiliser les étudiants.»

L'UNI (droite) s'en prend également à «la campagne de désinformation hypocrite menée par des activistes qui multiplient les mensonges et les contrevérités». Idem pour les dissidents de l'Unef de la Confédération étudiante (proche de la CFDT). Selon eux, «contrairement aux informations mensongères que sert l'extrême gauche en permanence, l'harmonisation européenne LMD n'est pas synonyme de la suppression du système de rat-trapage. Elle n'est pas synonyme

non plus de la disparition du cadre national des diplômes, ni même de la privatisation des universités». Elle demande en revanche que soient posées les «vraies questions»: conditions d'accès au master, meilleure orientation, mobilité européenne «accessible à tous».

«Pas de sélection». Réservée sur la «modernisation des universités», la Fage, deuxième organisation étudiante (apolitique), estime elle aussi que l'harmonisation européenne «est une chance et les grèves sur les campus font beaucoup de mal aux étudiants, complètement désinformés, qu'on essaie de prendre en otages».

Ferry n'en pense pas moins. En visite vendredi sur le campus de Valenciennes, le ministre a défendu son projet. A l'Institut des sciences et techniques, premier site à avoir mis en œuvre la réforme LMD, il a assuré que celle-ci «n'entraînera pas d'augmentation des droits d'inscription» et que les diplômés bac + 2 et bac + 4 seraient maintenus. «Je n'instaurerai jamais de sélection à l'entrée de l'université, le ticket d'entrée c'est le bac et c'est tout, a-t-il ajouté. Il n'y aura pas de mise en concurrence des universités entre elles, si concurrence il doit y avoir, c'est avec les universités américaines.»

EMMANUEL DAVIDENKOFF
et MARIE-JOËLLE GROS

Dans les amphis, AG et sacs de couchage

Une journée nationale de manifestations des étudiants est annoncée pour jeudi.

Les milliers d'étudiants qui ont manifesté jeudi, dans la plupart des grandes villes, contre les réformes à l'université n'ont pas l'intention d'en rester là. Vendredi, des assemblées générales se sont encore tenues sur les campus pour reconduire le mouvement. L'Unef comptabilise 17 universités en grève (sur 80) : Rennes-II, Paris-XIII, Aix-Marseille-I, Amiens, Brest, Caen, Chambéry, Lille-III, Lyon-II, Metz, Nancy-II, Nantes, Nice, Paris-X, Strasbourg-II, Perpignan et Versailles-Saint-Quentin.

Accusées de «*manipulation*», notamment par Luc Ferry et la conférence des présidents d'université (lire ci-dessus), les organisations étudiantes de gauche (l'Unef, SUD-Etudiants et la CNT) maintiennent leur appel à la mobilisation. Une

nouvelle «*journée nationale de manifestations décentralisées*» est annoncée pour jeudi 27. Une coordination nationale tente de se mettre sur pied avec, comme point d'ancrage, l'université de Rennes-II, en grève depuis le 5 novembre.

Les étudiants font pour l'instant cavalier seul. Même si le Snesup-FSU, majoritaire dans le supérieur, dénonce dans ses tracts les «*projets Ferry*» et les «*risques de privatisation de l'université publique*», peu d'enseignants soutiennent ouvertement leurs étudiants. A quelques exceptions près. A Nantes, par exemple, une inter-syndicale (CGT, SUD-Education et Snesup) serait en train de naître. Depuis mardi, les salles de cours ont été vidées de leur mobilier, qui sert à bloquer les portes des amphis. Il n'y a plus cours en sociologie et

en lettres, sauf pour les étudiants en Capes ou en agrégation. Le soir, une «*commission juridique*» d'étudiants grévistes décortique les textes du ministère. La nuit, des étudiants dorment sur place dans des sacs de couchage.

Même ambiance à Grenoble, où l'on débat jusque tard le soir avant de s'endormir à même le sol de la fac. Une délégation de grévistes, reçue vendredi par quatre présidents d'universités grenobloises, a été entendue : les absences pour motif de grève n'entraîneront pas de pénalités. «*Les boursiers qui craignaient d'être dénoncés au Crous sont rassurés*», raconte un jeune. Lundi, des assemblées générales sont à nouveau au programme. Avec, ici ou là, le soutien encore timide de lycéens. ◀

M.-J.G.